



## PREFECTURE DE LA REUNION

**CABINET**  
**Etat Major de Zone**  
**Et de Protection Civile**  
**De l'Océan Indien**

### **ARRETE N° 1697** **Portant réquisition individuelle** **de personne**

-----  
Le Préfet de la Région et du Département de la Réunion  
Officier de la Légion d'Honneur  
-----

- VU la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation et en particulier son titre II relatif aux conditions d'exercice de réquisitions de personnes ;
- VU les lois n° 50-244 du 28 février 1950 et n° 51-248 du 1<sup>er</sup> mars 1951 prorogeant en temps de paix le titre II de la loi susvisée ;
- VU les circulaires du président du conseil des ministres en date du 17 mai 1951 et du 4 décembre 1956 ;
- VU l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services ;
- VU l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense ;
- VU le décret n° 62-637 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- VU l'article L 2215-1 / 4° du code général des collectivités territoriales institué par

l'article 3 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure ;

Considérant le préavis de grève nationale illimité à compter du mercredi 13 juin 2007 à partir de 00h00 ;

Considérant qu'il est impératif d'assurer la permanence des vols et du fonctionnement de l'aéroport de St – DENIS GILLOT, dans le cadre du maintien de la continuité territoriale avec la métropole et des liaisons régionales, aux fins de préserver notamment les évacuations sanitaires et l'acheminement des médicaments et produits médicaux ;

Considérant que toute perturbation de l'acheminement du fret par voie aérienne, est de nature à porter préjudice à l'économie locale ;

Considérant que la présence des agents du P.C.E. est le préalable indispensable à tout atterrissage et décollage des aéronefs, compte tenu du niveau de protection qu'exige la réglementation en vigueur ;

Considérant qu'une protection P.C.E. réduite au niveau 7 autorise la desserte aérienne de l'île, sous réserve des circonstances de fait soumises à l'appréciation des compagnies aériennes et à l'exception des vols « passagers » assurés par les Airbus A 340 d'Air MAURITIUS ;

Considérant l'impossibilité d'assurer cette mission de sécurité des mouvements des aéronefs par d'autres moyens ;

Considérant le caractère d'urgence avérée ;

Considérant que la présence de M. NATIVEL Adelbert, Agent P.C.E., chargé de l'affectation et de la gestion des ressources aéroportuaires et au respect des règles de sûreté imposant une séparation impérative des flux de passagers lors de mouvements arrivé et départ simultanés, est indispensable à la sécurité des vols au départ et à l'arrivée à l'aéroport de GILLOT ;

## ARRETE :

Article 1<sup>er</sup> : M. NATIVEL Adelbert, domicilié 5, lotissement des bambous – 97 433 SALAZIE, est réquisitionné aux dates et heures suivantes à l'effet d'assurer son service habituel à l'aéroport de St – DENIS GILLOT :

- le samedi 16 juin 2007 de 04h45 à 14h00
- le dimanche 17 juin 2007 de 04h30 à 14h00

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours formé auprès du tribunal administratif de Saint-Denis, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le refus d'exécuter les mesures prescrites par l'autorité requérante constitue un délit qui expose les personnes requises aux sanctions prévues à l'article L2215-1 / 4<sup>o</sup> dernier alinéa du code général des collectivités territoriales.

Article 4 : Le directeur du cabinet du Préfet, le secrétaire général de la préfecture en sa qualité de sous – préfet de l'arrondissement de St - DENIS et le directeur régional de l'aviation civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Saint Denis, le 8 juin 2007